



Demain mercredi 10/11, le directeur de l'Ingénierie sera à Lardy

Rassemblons-nous massivement pour interpeller G. Le Borgne !

**Externalisation de la maintenance, avenir de Lardy,
transition vers l'électrique : il nous doit des comptes !**

**RDV demain mercredi 10/11 à 10h devant la
Place Café**

G. Le Borgne est l'instigateur assumé de l'externalisation de la maintenance

Une mobilisation massive et durable s'est levée le printemps dernier contre l'externalisation forcée de 27 salariés de la maintenance des sites de Lardy, Aubevoye, Technocentre et Le Mans. G. Le Borgne, directeur de l'Ingénierie, l'a assumé lors d'un amphithéâtre le 8 avril 2021 : il avait déjà agi de la sorte chez PSA en externalisant le même secteur, avec le même article de loi et vers la même petite société sous-traitante !

Le rapport du cabinet d'experts indépendants Sextant mandaté par les CSE de Lardy et TCR l'a souligné : « *Le choix du repreneur P2M semble être la conséquence d'une relation de confiance entre Gilles Le Borgne et le dirigeant de GMB Invest, plus que d'un choix formalisé des Achats et des métiers* ».

L'externalisation est effective depuis le 2 novembre et le bilan est désormais connu : 10 sont partis par la RCC 2021, 9 ont eu le droit à une mobilité interne (dont 1 seul de Lardy alors qu'il y avait 17 salariés à la base !) et 7 basculent effectivement chez P2M (6 à Lardy et 1 au Mans), 1 est en Dispense d'Activité. Le dégoût est à la hauteur de l'inhumanité d'une telle manœuvre. Les compétences perdues et les effectifs divisés par 4, des difficultés administratives (badge, accès logiciel), cela pose déjà de nombreux problèmes.

Nous devons affirmer demain clairement à M. Le Borgne que son externalisation forcée, elle ne passe pas : « Salariés, pas à vendre ! »

La direction générale lance un nouveau plan de départs sur une courte durée (1700 départs dans l'ingénierie-tertiaire entre janvier et septembre 2022)

La nouvelle saignée que la direction voudrait imposer à l'ingénierie-tertiaire se précise :

- 1700 départs au volontariat sur 6900 salariés « gris » : ¼ des salariés « gris » désignés volontaires ! Un ratio qui augmente encore dans l'Ingénierie Produits (DEA-T, DEA-M, DEA-V) avec 40% des salariés « gris » désignés volontaires...
- La RCC ne serait pas sur la durée du plan 2022-24 mais seulement jusqu'à fin sept. 2022 !

- Les conditions pour les primes seraient les mêmes que la RCC 2021.

Alors, combien de nouvelles externalisations forcées se préparent ? Car le rapport Sextant avait également été clair sur les raisons de l'externalisation de la maintenance : « Si le transfert des 27 salariés vers P2M est présenté comme la recherche d'une meilleure compétence, l'opération doit se voir selon nous aussi comme une réponse de la direction à la baisse pas suffisamment rapide des effectifs à ses yeux. »

Combien de PPI infligés pour faire comprendre qu'on devient indésirables ? Combien de salariés maintenus dans l'incertitude professionnelle pour les pousser au départ ?

Disons-le demain au directeur de l'Ingénierie : « Stop aux pressions pour nous pousser au départ ! »

La transition vers l'électrique sert de prétexte pour menacer nos emplois

La baisse drastique du plan gamme Moteurs et Véhicules, la suppression de bien des projets Innovation et des budgets Métier ont fait chuter brutalement l'activité sur les moteurs thermiques depuis 2019. Sans que l'activité n'augmente significativement sur les bancs électriques malgré les promesses de Renault et du gouvernement dans la presse.

Les investissements à Lardy sont 2 fois moindres que dans la période 2015-2018, des moyens d'essais ont besoin d'être remis à niveau, d'autres doivent être construits pour pouvoir travailler correctement et réinternaliser des activités (sur les batteries, l'électronique de puissance, etc.).

Nous devons le réclamer demain : « Au lieu de nous faire partir, Renault doit nous reconvertir ! ».

L'avenir des activités et des emplois de Lardy se joue maintenant

Dans les réunions centrales sur le plan triennal 2022-24, la direction promet qu'elle ne fermera pas Lardy d'ici fin 2024 (mais sans en préciser l'effectif) et que des discussions avec les syndicats locaux (qui auront signé l'accord de régression sociale...) auront lieu en 2022.

Or, c'est maintenant que les décisions se prennent. C'est maintenant qu'un budget d'investissements supplémentaires à Lardy a été annoncé par la directrice de la DEA-T aux équipes de terrain (sans que la direction de l'Etablissement n'accepte de le confirmer en CSE). C'est maintenant que des décisions d'internaliser ou pas des activités sur l'électrique peuvent changer la donne sur les activités futures du site.

Nous devons l'affirmer demain : « Assez du climat d'incertitude volontairement entretenu pour nous pousser au départ ! Du boulot sur les motorisations et les véhicules du futur, il y en a ! »

Soyons NOMBREUX et DETERMINES !

**RDV demain mercredi 10/11 à 10h devant la Place
Café pour aller nous adresser collectivement à G.
Le Borgne**